



TOTAL GABON

**RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
2016**



Abréviations

b : baril
/b : par baril
/j : par jour
/an : par an
k : kilo (millier)
kb/j : kilo (millier) baril par jour
M : million
Mb/j : million b/j
km² : kilomètre carré
m³ : mètre cube
\$ et/ou dollar : dollar US
\$/b : dollar par baril
€ : euro

Définitions

Le terme « Société » utilisé dans le présent rapport se réfère exclusivement à Total Gabon.

Les termes « TOTAL », « Groupe » et « groupe Total » utilisés dans le présent rapport se réfèrent, de façon collective, à la société française TOTAL S.A. et l'ensemble de ses filiales directes ou indirectes situées en France ou hors de France.

Table de conversion

1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37° API)

SOMMAIRE

Attestation du Rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité	4
Principales données financières	4
Résultats du deuxième trimestre 2016	4
Résultats du premier semestre 2016	7
Faits marquants depuis le début de l'année 2016	8
Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2016.....	9
Comptes condensés au 30 juin 2016	10
Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes	10
Bilan au 30 juin 2016	11
Compte de résultat	13
Annexe aux comptes condensés au 30 juin 2016	18
Règles et méthodes comptables.....	19
Informations complémentaires sur le bilan au 30 juin 2016	24
Commentaires sur le compte de résultat	29

RAPPORT FINANCIER DU 1^{er} SEMESTRE 2016

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, des principales transactions entre parties liées, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes condensés précités figure à la page 10 du présent Rapport financier semestriel. »

Henri-Max Ndong-Nzué
Directeur Général



Le présent Rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française le 30 août 2016, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier en vigueur en France.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

		2T16	1T16	2T16 vs 1T16	1S16	1S15	1S16 vs 1S15
Prix moyen du Brent	\$/b	45,6	33,9	+35%	39,8	57,8	-31%
Prix moyen des bruts Total Gabon	\$/b	40,8	28,4	+44%	34,2	53,2	-36%
Production de pétrole brut des champs opérés par Total Gabon	kb/j ⁽¹⁾	55,0	55,6	-1%	55,3	53,8	+3%
Production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon ⁽²⁾	kb/j	46,0	47,0	-2%	46,5	44,2	+5%
Volumes de brut vendus par Total Gabon	Mb ⁽³⁾	4,33	4,91	-12%	9,24	8,11	+14%
Chiffre d'affaires	M\$	194	161	+20%	355	466	-24%
Capacité d'autofinancement globale	M\$	37	14	164%	51	73	-30%
Investissements pétroliers	M\$	37	36	+3%	73	150	-51%
Résultat net	M\$	4	-16	na	-12	-27	na

(1) kb/j : milliers de barils par jour

(2) Chiffres comprenant les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

(3) Mb : millions de barils

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016

Prix de vente

Au deuxième trimestre 2016, le prix moyen du Brent s'établit à 45,6 dollars par baril (\$/b), en hausse de 35% par rapport au premier trimestre 2016 (33,9 \$/b). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé à 40,8 \$/b, soit une augmentation de 44% par rapport au trimestre précédent (28,4 \$/b). Cette hausse supérieure à celle du Brent s'explique par une meilleure valorisation des qualités susdites.

Production

Au deuxième trimestre 2016, la part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon(1) s'est établie à 46 000 barils par jour (b/j), en baisse de 2% par rapport au premier trimestre 2016 (47 000 b/j). Cette baisse s'explique principalement par :

- l'arrêt pour maintenance préventive du compresseur KY440 dans le secteur Torpille ;
- la difficulté de stabiliser certains puits d'Anguille après les arrêts planifiés ;
- la réduction du potentiel liée au déclin du socle Rabi ;

partiellement compensée par :

- la meilleure disponibilité des puits du secteur Torpille ;
- la hausse du socle du secteur Grondin liée à l'apport supérieur des puits (GRM002, GRM004 et GNM021) ;
- le dédusage et la campagne de *coiled tubing* sur le champ d'Anguille Nord Est ;
- les arrêts de Coucal et Avocette, et le bouchage du puits ATO012 (sur Atora) au premier trimestre 2016.

Chiffre d'affaires

Au deuxième trimestre 2016, le chiffre d'affaires s'élève à 194 millions de dollars (M\$), en hausse de 33 M\$ (+20%) par rapport au premier trimestre 2016 (161 M\$). Cette augmentation s'explique principalement par celle du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (+52 M\$) et du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (+7 M\$), partiellement compensée par la baisse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (-22 M\$) et des prestations fournies aux tiers (-2 M\$).

(1) Y compris les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale ressort à 37 M\$ au deuxième trimestre 2016 à comparer à 14 M\$ au premier trimestre 2016. Cette hausse s'explique principalement par :

- la hausse du chiffre d'affaires ;
- la baisse des coûts d'exploitation ;

partiellement compensée par :

- les charges financières non-récurrentes liées au renouvellement de la ligne de crédit.

Investissements

Au deuxième trimestre 2016, les investissements s'élèvent à 37 M\$, proche des 36 M\$ au premier trimestre 2016. Ils concernent principalement les travaux suivants :

- la campagne de *coiled tubing* sur Anguille et Torpille ;
- la fin du projet Pageau.

Résultat net

Le résultat net au deuxième trimestre 2016 s'établit à 4 M\$ contre -16 M\$ au premier trimestre 2016, soit une hausse de 20 M\$. Celle-ci s'explique principalement par :

- la hausse du chiffre d'affaires ;
- la baisse des coûts d'exploitation liée au programme de réduction des coûts mis en place par la Société ;
- la plus-value liée à la cession de Mboga ;

partiellement compensée par :

- la hausse des amortissements suivant la mise en service d'immobilisations en cours (puits) ;
- les charges financières non-récurrentes liées au renouvellement de la ligne de crédit.

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2016

Prix de vente

Au premier semestre 2016, le prix moyen du Brent s'établit à 39,8 \$/b, en baisse de 31% par rapport au premier semestre 2015 (57,8 \$/b). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé au premier semestre 2016 à 34,2 \$/b, en baisse de 36% par rapport au premier semestre 2015 (53,2 \$/b). Cette baisse supérieure à celle du Brent s'explique par une moins bonne valorisation des qualités susdites.

Production

Au premier semestre 2016, la part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 46 500 b/j contre 44 200 b/j au premier semestre 2015, soit une hausse de 5%. Celle-ci s'explique principalement par :

- la meilleure disponibilité des puits d'Anguille (problème de dépôts dans le tubing en 2015), de Torpille et des pompes export du complexe d'Anguille ;
- le déusage sur Anguille Nord Est (ANE) au deuxième trimestre 2016 ;
- partiellement compensés par le déclin naturel des champs, la cession de Mboga et l'arrêt planifié en février 2016 de Coucal/Avocette.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 s'élève à 355 M\$ contre 466 M\$ au premier semestre 2015, soit une diminution de 111 M\$ (-24%). Celle-ci s'explique principalement par la baisse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (-152 M\$) et du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (-23 M\$) partiellement compensée par la hausse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (+60 M\$) et des prestations aux tiers (+4 M\$).

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale ressort à 51 M\$ au premier semestre 2016 contre 73 M\$ au premier semestre 2015. Cette baisse s'explique principalement par :

- le recul du chiffre d'affaires ;
- les charges financières non-récurrentes liées au renouvellement de la ligne de crédit ;

partiellement compensée par :

- la baisse des coûts d'exploitation liée au programme de réduction des coûts mis en place par la Société.

⁽¹⁾ Y compris les barils de fiscalité revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

Investissements

Au premier semestre 2016, les investissements s'élèvent à 73 M\$ contre 150 M\$ au premier semestre 2015. Les investissements du premier semestre 2016 concernent principalement :

- la campagne de forage sur le champ de Gonelle (GNM020 et GNM021);
- la campagne de *coiled tubing* sur Anguille et Torpille ;
- les travaux d'intégrité/pérennité sur les installations offshore (Anguille, Torpille et Grondin) et onshore (terminal du Cap Lopez) ;
- la finalisation du projet Pageau ;
- des études de géosciences et de développement.

Résultat net

Dans un environnement économique difficile, avec des prix du pétrole vendu en baisse de -36%, le résultat net au premier semestre 2016 s'établit à -12 M\$, en amélioration de 15 M\$ par rapport au premier semestre 2015 (-27 M\$). Celle-ci s'explique principalement par :

- la baisse des coûts de production liée au programme de réduction des coûts mis en place par la Société ;
- la plus-value liée à la cession de Mboga ;

partiellement compensées par :

- la baisse du chiffre d'affaires dans un contexte de chute des prix du pétrole ;
- la hausse des amortissements suivant la mise en service d'immobilisations en cours (puits) ;
- les charges financières non-récurrentes liées au renouvellement de la ligne de crédit.

FAITS MARQUANTS DEPUIS LE DÉBUT DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016

Gouvernement d'entreprise

Le 25 mai 2016, le Conseil d'administration de Total Gabon s'est réuni pour examiner l'accord de refinancement de la ligne de crédit d'un montant de 340 M\$ contractée pour 6 ans.

Le 17 juin 2016, l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de Total Gabon s'est réunie à Port-Gentil et a approuvé le versement d'un dividende net d'impôt de 4,5 dollars par action au titre de l'exercice 2015. Le service du dividende en 2016, au titre de l'exercice 2015, s'est établi à 20,25 M\$.

Le 29 juin 2016, le dividende a été mis en paiement pour une contrevaletur de 3,99 euros par action sur la base du cours du dollar de la Banque centrale européenne du 17 juin 2016 fixé à 0,8886 euro pour un dollar.

Financement

La ligne de crédit multilatérale de 300 M\$, mise en œuvre en 2013 et arrivée à expiration le 31 mai 2016, a été remboursée et remplacée par une ligne multilatérale de 340 M\$ contractée pour 6 ans.

Hygiène, sécurité et environnement

Le 6 juillet 2016, Total Gabon a franchi le cap de 500 jours consécutifs sans accident avec arrêt de travail.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE 2016

Les activités de Total Gabon sont exposées à certains facteurs de risque notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Rapport financier annuel afférent à l'exercice 2015 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six derniers mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES

Aux Actionnaires,

Introduction

En exécution de la mission qui nous a été confiée et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Total Gabon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, à qui il appartient d'établir ces comptes conformément aux principes comptables définis dans l'acte comptable de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Étendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 relative à l'examen limité de comptes intermédiaires. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'audit internationales. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité, est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous ne formulons pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les principes comptables décrits dans la note « Règles et méthodes comptables » des comptes semestriels condensés joints au présent rapport.

Libreville, le 29 août 2016

Les commissaires aux comptes

Ernst & Young Gabon

Claude AYO-IGUENDHA

Christelle Tatiana BOUYOU

BILAN AU 30 JUIN 2016

ACTIF (en milliers de dollars US)				
	30 juin 2016		31 décembre 2015	
	Montant brut	Amort./Prov.	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 912 765	1 903 530	9 235	9 118
Frais de recherche et de développement	271 532	267 394	4 138	3 447
Exploration pétrolière et minière	1 308 193	1 308 193		
Concessions et droits similaires, brevets, licences	319 007	314 248	4 759	5 345
Logiciel	14 033	13 695	338	326
Immobilisations corporelles	7 840 114	5 957 272	1 882 842	1 964 315
Terrains	23 991	22 131	1 860	1 963
Bâtiments	140 380	100 617	39 763	43 737
Sondages d'exploitation, installations et agencements	7 477 706	5 665 060	1 812 646	1 889 711
Autres immobilisations corporelles	198 037	169 464	28 573	28 904
Immobilisations financières	384 415	3 089	381 326	417 625
Titres de participation	721	363	358	358
Autres immobilisations financières	383 694	2 726	380 968	417 267
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	10 137 294	7 863 891	2 273 403	2 391 058
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	193 814	39 235	154 579	162 976
Matières premières et autres approvisionnements	176 320	34 997	141 323	148 181
Quote-part sur stocks associés	17 494	4 238	13 256	14 795
Produits intermédiaires et finis				
Créances et emplois assimilés	426 312	233	426 079	429 382
Fournisseurs, avances versées	15 414		15 414	22 632
Clients	222 898	233	222 665	152 482
Autres créances	188 000		188 000	254 268
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	620 126	39 468	580 658	592 358
Disponibilités	31 988		31 988	140 427
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	31 988		31 988	140 427
Ecarts de conversion Actif (IV) (perte probable de change)	30 437		30 437	37 367
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	10 819 845	7 903 359	2 916 486	3 161 210

BILAN AU 30 JUIN 2016

PASSIF avant répartition (en milliers de dollars US)		
	30 juin 2016	31 décembre 2015
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et Réserves	1 408 404	1 456 473
Réserve légale	15 300	15 300
Autres réserves	135	136
Report à nouveau	1 392 969	1 441 037
Résultat net de l'exercice	-12 520	-27 819
Autres capitaux propres	209 158	264 076
Provisions réglementées et fonds assimilés	209 158	264 076
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 681 542	1 769 230
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Emprunts et dettes financières diverses	300 000	300 065
Provisions financières pour risques et charges	629 292	648 393
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	929 292	948 458
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	2 610 834	2 717 688
PASSIF CIRCULANT		
Clients, avances reçues		
Fournisseurs d'exploitation	185 062	248 332
Dettes fiscales	8 569	21 928
Dettes sociales	13 844	14 394
Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	32 259	60 337
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	239 734	344 991
Concours bancaires et découverts bancaires	44 557	72 078
TOTAL TRÉSORERIE- PASSIF IV	44 557	72 078
Ecart de conversion Passif (V) (gain probable de change)	21 361	26 453
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	2 916 486	3 161 210

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (1^{ère} partie)	1er semestre 2016	1er Trim 2016	année 2015
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (1)	44 789	24 568	124 830
Autres achats (2)	16 182	6 404	50 579
Variation de stocks (3)	1 779	2 938	15 690
Transports	37 286	15 180	96 040
Services extérieurs	203 998	107 083	542 106
Impôts, taxes et versements assimilés	52 375	25 298	170 182
Autres charges	456	2	3 949
Sous-total (4)	356 865	181 473	1 003 376
Charges de personnel	34 940	16 781	67 666
<i>dont personnel extérieur</i>	0	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	198 093	96 246	375 184
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	589 898	294 500	1 446 226
PRODUITS (1^{ère} partie)	1er semestre 2016	1er Trim 2016	année 2015
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Ventes - hydrocarbures	316 482	140 048	778 354
Travaux, services vendus	38 972	20 839	63 482
CHIFFRE D'AFFAIRES (5)	355 454	160 887	841 836
<i>dont à l'exportation</i>	274 895	123 043	696 497
Production stockée - hydrocarbures (6)	-41 152	-26 670	-65 445
Production immobilisée (7)	91 984	50 168	302 650
<i>dont Part société</i>	73 070	35 538	278 894
<i>dont Part tiers associés</i>	18 914	14 630	23 756
MARGE BRUTE SUR MATIÈRES = (5+6+7-1-2-3)	343 536	150 475	887 942
Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8)	61 172	30 936	152 213
VALEUR AJOUTÉE = (5+6+7+8-4)	110 593	33 848	227 878
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	75 653	17 067	160 212
Reprises de provisions	75 819	27 590	167 630
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	543 277	242 911	1 398 884
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (Bénéfice)	-46 621	-51 589	-47 342

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (2^{ème} partie)	1er semestre 2016	1er Trim 2016	année 2015
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	589 898	294 500	1 446 226
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Frais financiers	13 464	3 183	12 367
Pertes de change	563	3 073	16 307
Dotations aux amortissements et aux provisions	783	384	929
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	14 810	6 640	29 603
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	604 708	301 140	1 475 829
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	19 008	0	8 312
Charges HAO	0	0	0
Dotations HAO	0	0	0
TOTAL DES CHARGES HAO	19 008	0	8 312
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			
Impôts sur les sociétés	4 680	0	0
TOTAL IMPÔTS	4 680	0	0
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	628 396	301 140	1 484 141
PRODUITS (2^{ème} partie)	1er semestre 2016	1er Trim 2016	année 2015
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	543 277	242 911	1 398 884
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Revenus financiers	848	417	1 101
Gains de change	0	0	0
Reprises de provisions	1 838	4 432	21 552
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	2 686	4 849	22 653
RÉSULTAT FINANCIER	-12 124	-1 791	-6 950
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	545 963	247 760	1 421 537
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	-58 745	-53 380	-54 292
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Produits des cessions d'immobilisations	12 072	0	11
Produits HAO	0	3 239	0
Reprises HAO	57 841	33 806	34 774
TOTAL DES PRODUITS HAO	69 913	37 045	34 785
RÉSULTAT HAO	50 905	37 045	26 473
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	615 876	284 805	1 456 322
RÉSULTAT NET	-12 520	-16 335	-27 819

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

1^{ère} Partie : Détermination des soldes financiers au 30 juin 2016 (en milliers de dollar US)					
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)					
Frais financiers	13 464		Excédent Brut d'Exploitation		75 653
Pertes de changes	563		Revenus financiers		848
Charges HAO	13 008		Gains de change		0
Impôts sur résultat	4 680		Produits HAO		12 072
Total (I)	37 715		Total (II)		88 573
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E) entre 2015 et 2016					
	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)		Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
A - Variation des stocks			C - Variation des dettes circulantes		
Marchandises	0	0	Clients, avances reçues		0
Matières premières	0	6 954	Fournisseurs d'exploitation	63 270	0
En cours	0	0	Dettes fiscales	13 359	0
Produits fabriqués	0	0	Dettes sociales	550	0
Variation globale nette des stocks	0	6 954	Autres dettes	33 170	0
B - Variation des créances			Risques provisionnés		0
Fournisseurs, avances versées	0	7 218	Variation globale nette des dettes circulantes	110 349	0
Clients	70 111	0			
Autres créances	0	86 744			
Variation globale nette des créances	0	23 851	VARIATION DU BFE = A + B + C	79 544	0
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)					
			2016		2015
Excédent brut d'exploitation			75 653		160 212
Variation du BFE (- si emplois; + si ressources)			-79 544		212 549
Production immobilisée			-91 984		-302 650
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			-95 875		70 111

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

NB : l'année 2015 fait référence aux 12 mois de l'exercice 2015, l'année 2016 aux 6 premiers mois de l'exercice 2016.

2^{ème} Partie- Tableau financier des ressources et des emplois (en milliers de dollars US)				
	Année 2016		Année 2015	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	72 923	4 706	278 872	8 311
Exploration	5 775	0	12 728	8 311
Développement	61 715	4 690	249 655	0
Investissements généraux	5 433	16	16 489	0
Croissance externe				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	5 438	41 738	8 530	45 156
I. INVESTISSEMENT TOTAL	31 917	0	233 935	0
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	79 544	0	0	212 549
A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	111 461	0	21 386	0
III. EMPLOIS/RESSOURCES	0	0	0	0
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	0	0	0	0
B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	111 461	0	21 386	0
V. FINANCEMENT INTERNE	20 250	50 858	45 000	124 338
Dividendes (emplois) / CAFG (Ressources)	20 250	50 858	45 000	124 338
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	0	0	0	0
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS (2)	65	0	331	0
Emprunts (2)	0	0	0	0
Autres dettes financières (2)	65	0	331	0
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	30 543	0	79 007
D - EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C – B)	80 918	0	0	57 621
VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	0	12 569	68 349	0
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	68 349	0	10 728	0
VARIATION TRÉSORERIE	0	80 918	57 621	0
Contrôle : D = VIII avec signe opposé	0	0	0	0

(1) (Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars US)						
	Capital	Primes & Réserves	Provisions Réglementées		Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2016	76 500	1 456 473	264 076	-	27 819	1 769 230
Affectation du résultat précédent	-	-27 819	-	-	27 819	-
Distribution des Dividendes	-	-20 250	-	-	-	-20 250
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-12 520	-12 520
Provision PID - PIH (1)	-	-	2 923	-	-	2 923
Amortissements Dérogatoires	-	-	-57 841	-	-	-57 841
Capitaux propres au 30/06/2016	76 500	1 408 404	209 158	-	12 520	1 681 542
(1) Dont dotation de l'exercice : 22 550 K\$ et reprise : 41 600 K\$						

ANNEXE AUX COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2016

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Les comptes semestriels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes semestriels de la Société au 30 juin 2016 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte Uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier semestriel sont rappelés ci-après) est, pour l'essentiel, en ligne avec le Plan Comptable Général français de 1982.

L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars US.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

1.1. *Dépenses de géologie et de géophysique*

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste "Exploration pétrolière et minière". Ces dépenses sont amorties à 100% l'année de leur engagement.

1.2. *Forages d'exploration*

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique "Exploration pétrolière et minière". Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage. Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

1.3. *Droits miniers*

- Les droits miniers sont dits "non prouvés" si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100% l'année de leur acquisition.

- Les droits miniers sont dits "prouvés" si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature, tels que définis ci-dessus, et des bonus de production payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

Bonus de signature :

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

2. Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les immobilisations acquises ou réalisées par Total Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de trois exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue un amortissement dérogatoire. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants, et aux dispositions du Code général des Contributions Directes et Indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le Ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont virées en immobilisations à la date de mise en service.

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

4. Stocks et en-cours

4.1. Stocks de matières premières et autre approvisionnement

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

5. Créances et dettes

5.1. Clients et fournisseurs

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

5.2. Position de sur- et sous-enlèvements des stocks d'hydrocarbures

Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par qualité de brut lorsque le coût de production est supérieur au prix de vente à la clôture.

6. Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

7. Charges de personnel extérieur

Les charges de personnel extérieur se rapportent à de contrats de prestations de service et sont classées en tant que telles dans les services extérieurs au compte de résultat.

8. Reprises de provision hors activités ordinaires

Les reprises de provisions hors activités ordinaires (HAO) concernent les amortissements dérogatoires. Elles étaient précédemment classées en reprise de provisions dans le compte produits d'exploitation.

9. Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et une Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provision à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaire.

10. Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent, sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production pour les champs opérés sous le régime de partage de production.

Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation.

Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

11. Autres provisions pour risques et charges

11.1. Bonus de production

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production.

11.2. Provision pour indemnité de service rendu

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006 est calculée sur la moyenne du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux ci-dessous:

- Taux d'actualisation : 3,00%
- Augmentation du salaire de base : 5,10%
- Taux d'inflation : 2,50%

Jusqu'à 15 ans	30%
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35%
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40%
Au-delà de 31 ans	45%

12. Intéressement des salariés

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 18 juin 2015 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

13. Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge (ou un produit) d'impôt courant comprenant :

- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5% ;
- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35%.

Cette charge (ou ce produit) d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisée en résultat d'exploitation.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2016

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Actif immobilisé (en milliers de dollars US)					
SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Montant brut à l'ouverture de l'exercice	B		C Cession Scissions hors service	D = A +B -C Montant brut à la clôture de l'exercice
		Acquisitions Apports Créations	Virements de poste à poste + ou -		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 919 518	5 815	0	12 568	1 912 765
Frais de recherche et de développement	265 141	6 391	0	0	271 532
Exploration pétrolière et minière	1 308 809	-616	0	0	1 308 193
Concessions et droits similaires, brevets et licences	331 575	0	0	12 568	319 007
Logiciel	13 993	40	0	0	14 033
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 881 487	67 108	0	108 482	7 840 113
Terrains	24 033	0	0	42	23 991
Bâtiments	139 391	1 087	0	98	140 380
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	7 520 387	61 190	526	104 397	7 477 706
Autres immobilisations corporelles	197 676	4 831	-526	3 945	198 036
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	420 714	5 439	0	41 738	384 415
Titres de participation	721	0			721
Autres immobilisations financières	419 993	5 439		41 738	383 694
TOTAL GÉNÉRAL	10 221 719	78 362	0	162 788	10 137 293

Nota: Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constitués des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts au personnel remboursés au cours de l'exercice s'élève à 3 034 k\$; remboursement de fonds dédiés aux Remises en Etat des Sites à hauteur de 38 637 k\$.

Amortissements (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	D = A +B -C Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 910 400	5 698	12 568	1 903 530
Frais de recherche et de développement	261 694	5 700	0	267 394
Exploration pétrolière et minière	1 308 809	-616	0	1 308 193
Concessions et droits similaires, brevets et licences	326 230	586	12 568	314 248
Logiciel	13 667	28	0	13 695
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 917 172	143 874	103 774	5 957 272
Terrains	22 070	103	42	22 131
Bâtiments	95 654	5 061	98	100 617
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	5 630 676	134 090	99 706	5 665 060
Autres immobilisations corporelles	168 772	4 620	3 928	169 464
TOTAL GÉNÉRAL	7 827 572	149 572	116 342	7 860 802

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2016

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Plus-values et moins-values de cession et réformes d'actifs (en milliers de dollars US)					
	A Montant brut	B Amortissements pratiqués	C= A-B Valeur comptable nette	D Prix de cession	E= D-C Plus ou moins value
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12 568	12 568	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	108 482	103 774	4 708	12 000	7 292
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	41 738	0	41 738	41 738	0
TOTAL GÉNÉRAL	162 788	116 342	46 446	53 738	7 292

Provisions inscrites au bilan (en milliers de dollars US)				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D= A+B-C Provisions à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	29 853	1 157	1 838	29 172
Provisions pour restitution de sites	618 540	30 630	49 050	600 120
(I) PROVISIONS AU PASSIF	648 393	31 787	50 888	629 292
Provisions financières	3 089	0	0	3 089
- sur titres de participation	363			363
- sur prêts et avances	2 726			2 726
Dépréciations des stocks	37 792	6 623	5 180	39 235
- Produits Finis	-			-
- matières premières et autres approvis.	33 568	6 609	5 180	34 997
- sur stocks associés	4 224	14		4 238
Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	13 852	0	13 619	233
(II) PROVISIONS EN MOINS A L'ACTIF	54 733	6 623	18 799	42 557
TOTAL (I + II)	703 126	38 410	69 687	671 849

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2016

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Échéances des créances à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)					
Créances	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans	
			Dont échues		
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	384 415	45 167		5 505	333 743
Prêts (1)	18 728	3 167		5 505	10 056
Créances rattachées à des participations	2 360				2 360
Autres immobilisations financières (2)	363 327	42 000			321 327
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	426 312	365 490			
Avances Fournisseurs	15 414	15 414			
Clients et comptes rattachés (3)	222 898	222 898			
Personnel	1 688	1 688			
Sécurité sociale et organismes sociaux	-	-			
État (4)	121 513	60 691		30 468	30 354
Organismes internationaux	-	-			
Associés et Groupe	63 045	63 045			
Débiteurs divers	1 754	1 754			
TOTAL (I) + (II)	810 727	410 657		5 505	333 743
(1) Prêts accordés en cours d'exercice 4 291 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 2 670 k\$.					
(2) Au 30/06/2016, placements pour restitution des sites en cours d'exercice 783 k\$, retrait de fonds à hauteur de 38 627 k\$					
(3) Au 30/06/2016, entreprises liées : Total Oil Trading 151 852 K\$ et SOGARA 19 299 K\$					
(4) Au 30/06/2016 créance sur le Trésor Public au titre des demandes de remboursements de TVA : 83 996 k\$					
Échéances des dettes à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)					
Dettes	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans	
			Dont échues		
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (I)	300 000				300 000
Emprunts et dettes des établissements de crédit (1)	300 000				300 000
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (II)	239 734	239 734			
Fournisseurs et comptes rattachés	185 062	185 062			
Personnel	8 768	8 768			
Sécurité sociale et organismes sociaux	5 076	5 076			
État	8 569	8 569			
Associés et Groupe	32 181	32 181			
Créditeurs divers	78	78			
TOTAL (I + II)	539 734	239 734			300 000
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice : 300M\$ le 31 mai 2016 et tirage de 300M\$ le 31 mai 2016 sur le nouvel emprunt					

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2016

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2016

Chiffre d'affaires - synthèse (en milliers de dollars US)				
LIBELLÉ	30 juin 2016		30 juin 2015	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Ventes de Brut (Mb)	9,24	315 933	8,11	430 445
Ventes de Gaz (Mm ³)	11,29	549	11,00	804
Travaux, Services vendus		38 972		35 122
CHIFFRE D'AFFAIRES		355 454		466 371

Production immobilisée (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1er semestre 2016	1er semestre 2015	2015
	Montant	Montant	Montant
Total Gabon EXPLORATION	5 775	4 898	12 728
Total Gabon INVESTISSEMENTS	67 295	144 790	266 166
PRODUCTION IMMOBILISÉE PART Total Gabon	73 070	149 688	278 894
Q/P Associés EXPLORATION			
Q/P Associés INVESTISSEMENTS	18 914	-1 143	23 756
PRODUCTION IMMOBILISÉE Q/P ASSOCIÉS	18 914	-1 143	23 756
TOTAL	91 984	148 545	302 650

Produits financiers (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1er semestre 2016	1er semestre 2015	2015
	Montant	Montant	Montant
Produits financiers sur comptes bloqués	783	378	929
Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés			
Refacturation frais financiers sur stocks	65	107	172
Gain de change	-	-	-
Reprises de provisions pour pertes de change	1 838	22 796	21 552
TOTAL	2 686	23 281	22 653

Charges financières (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1er semestre 2016	1er semestre 2015	2015
	Montant	Montant	Montant
Charges et Commissions bancaires	8 319	1 824	3 422
Frais bancaires	261	923	1 544
Intérêts sur emprunt	4 884	3 702	7 401
Perte de change	563	18 520	16 307
Dotations aux provisions RES	783	378	929
TOTAL	14 810	25 347	29 603
TOTAL RÉSULTAT FINANCIER	-12 124	-2 066	-6 950

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS AU 30 JUIN 2016

Engagements hors bilan (en milliers de dollars US)			
	au 30/6/2016	au 30/6/2015	2015
Engagements reçus	17 032	35 885	16 767
Fournisseurs - garanties bancaires	17 032	35 885	16 767
Engagements donnés	17 672	21 250	16 267
Cautions vis-à-vis du personnel	477	718	163
Cautions douanières	17 195	20 532	16 104
TOTAL	34 704	57 135	33 034
<i>Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture de juin 2016 soit un euro = 1,1102 \$</i>			

Principales transactions réalisées avec les parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés Total Oil Trading SA, Total Participations Pétrolières Gabon, TOTAL SA et SOGARA, la République Gabonaise n'étant pas considérée comme une partie liée au sens de l'article R 123-196 applicable à Total Gabon) ainsi que les créances et les dettes vis à vis de ces dernières sont les suivantes :

Bilan (en milliers de dollars US)			
	30/06/2016	30/06/2015	31/12/2015
Créances			
Clients et comptes rattachés	190 816	185 089	114 890
Autres créances	0	0	0
Dettes			
Fournisseurs et dettes diverses	2 527	5 417	1 537
Compte de résultat (en milliers de dollars US)			
exercice	1er semestre 2016	1er semestre 2015	2015
Ventes	312 544	426 760	762 422
Autres produits	52 698	30 551	99 497
Autres Charges	48 929	53 765	99 637

COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Charges et produits d'exploitation

- **Activités d'exploitation**

Au premier semestre 2016, les charges relatives aux activités d'exploitation s'élèvent à 590 M\$, en baisse de 10% par rapport au premier semestre 2015 (656 M\$²) résultant principalement de la baisse des charges d'exploitation liée au programme de réduction des coûts.

- **Dotations aux amortissements et aux provisions**

Les dotations s'élèvent à 198 M\$ au premier semestre 2016, en hausse de 5% par rapport au premier semestre 2015 (187 M\$²).

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2016 s'élève à 355 M\$ contre 466 M\$ au premier semestre 2015, soit une diminution de 111 M\$ (-24%). Ce recul s'explique principalement par la baisse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (-152 M\$) et du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (-23 M\$), partiellement compensée par la hausse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (+60 M\$) et des prestations aux tiers (+4 M\$).

- **Production stockée**

La variation de production stockée s'élève à -41 M\$ au premier semestre 2016, en baisse de 60 M\$ par rapport à celle du premier semestre 2015 (-101 M\$). Cette baisse est due principalement à la hausse des volumes vendus liée au planning des enlèvements de brut sur la période.

- **Production immobilisée**

La production immobilisée du premier semestre 2016 en part Total Gabon s'élève à 73 M\$, dont 6 M\$ sont relatifs à des travaux d'exploration et 67 M\$ à des travaux de développement, est en diminution de 51% par rapport au premier semestre 2015 (150 M\$). Ce recul s'explique principalement par l'adaptation des investissements à l'environnement économique.

Ainsi, le résultat d'exploitation s'établit à -47 M\$ au premier semestre 2016, contre 1,5 M\$² au premier semestre 2015, soit une baisse de 48,5 M\$.

- **Activité financière**

Les charges financières sont principalement constituées des frais financiers liés à l'accord de refinancement mis en place fin mai 2016 et les revenus financiers proviennent des intérêts générés par les fonds destinés à la restitution des sites et d'effets de change positifs.

² Dotation de 17,969 M\$ reclassée en hors activités ordinaires

Le solde des opérations financières se traduit par une charge de 12 M\$ au premier semestre 2016 à comparer à 2 M\$ au premier semestre 2015, soit une hausse 10 M\$. Celle-ci s'explique principalement par les charges financières non-récurrentes liées au renouvellement de la ligne de crédit et des gains de change inférieurs.